

les hommes robustes émigrent aux Etats-Unis. Il n'y a pas un membre du Nouveau-Brunswick ou de l'Île du Prince-Edouard qui oserait se lever et dire que l'émigration n'est pas plus considérable aujourd'hui qu'elle ne l'était autrefois.

L'hon. ministre des Finances ne nie pas que nos compatriotes nous laissent par milliers, mais il nous dit tout simplement que deux milles nous sont revenus. Je serais surpris d'entendre un député du Nouveau-Brunswick nous dire que l'émigration n'a pas augmenté dans sa province, et je crois que le même état de choses existe dans la Nouvelle-Ecosse.

J'ai été informé du fait que dans le comté de Carleton, pendant l'espace de deux années, 1,000 ouvriers robustes avaient été obligés de s'expatrier. Certes une telle émigration ne pourrait plus avoir lieu dans l'avenir.

On ne saurait blâmer le gouvernement, car il lui serait impossible d'arrêter l'émigration, et ce n'est qu'en donnant de l'emploi à nos compatriotes que nous pourrions les garder avec nous.

Mais enfin qu'a donc fait le gouvernement pour arrêter ce courant d'émigration? Où sont les résultats de cette politique de protection? Dans le comté que je représente, on a établi une manufacture de savon, donnant de l'emploi à trois ou quatre hommes, ce qui équivaut à rien pour une population de 25,000 à 30,000 âmes. Autrefois on répétait sur tous les tons que la population quittait le pays. Maintenant, la chanson est toute autre. On prétend que la province de Québec est satisfaite et que ses habitants y font de bonnes affaires. Cependant dans l'Etat du Maine, on est obligé de nommer des maîtres de postes parlant le français afin de répondre aux exigences de la population canadienne-française qui y est établie. Les ouvriers ont laissé le Canada parce qu'ils gagnent de plus fortes gages aux Etats-Unis. C'est avec regret que nous avons à constater ces faits, auxquels pas un gouvernement ne pourrait porter remède; mais aux dernières élections, les membres de la droite sont venus devant le peuple avec la promesse de faire cesser cet état de chose. Il n'est pas un gouvernement qui puisse empêcher l'émigration de se faire, autrement qu'en soulageant le peuple par la réduction des taxes; et un gouvernement qui impose de lourdes taxes, ne fait que tromper le peuple.

Jamais l'émigration du Nouveau-Brunswick n'a été aussi forte que depuis ces deux dernières années, et ceci ne pourrait être nié par l'un ou l'autre côté de la Chambre. On rencontre le même état de chose dans la Nouvelle-Ecosse. Les membres de la droite n'osent pas parler de cette question, et peut-être n'y trouverions-nous aucun résultat pratique, mais on peut en parler, ne fut-ce que pour rappeler les accusations qui ont été lancées contre le gouvernement précédent.

Notre jeune population émigre aux Etats-Unis, parce que la dette publique y est moins élevée qu'au Canada. Malgré les frais énormes d'une guerre très longue, la dette n'est que de \$38 par tête. Ici, au Canada, notre dette est de \$40 par tête, cependant, nous n'avons pas eu de guerre à soutenir, et de lourds impôts pèsent, sur le pain, le bois, et autres articles nécessaires à la vie du peuple.

Malgré tout cela, on nous promet que l'âge d'or va revenir. Voilà vingt-cinq ans que le ministre des Finances nous fait la même promesse.

On peut toujours espérer des jours meilleurs, si nous pouvons seulement vivre assez longtemps pour les voir; mais, en les attendant le peuple est écrasé par les taxes et forcé de s'en aller à l'étranger. On ne saurait, dans tous les cas, blâmer ceux qui émigrent ainsi, puisqu'ils le font pour améliorer leur position.

M. WALLACE, (Norfolk-Sud). Les honorables membres de l'autre côté de la Chambre expriment toujours leurs regrets au sujet de l'émigration, mais d'un autre côté, ils n'oublient jamais de donner autant de publicité que possible à ce triste état de choses.

M. GILLMOB

Il serait important de connaître les informations promises par le ministre de l'Agriculture, pour démontrer l'inexactitude des calculs faits par l'employé des douanes à Port Huron. Je ne puis pas admettre avec mon ami, le député de Norfolk-Nord, qu'un aussi grand nombre de personnes aient laissé le nord de son comté pendant l'année dernière.

L'honorable député calculait que l'émigration se faisait dans une proportion de 3½ à 5 par cent de la population. Estimant que la population du comté serait de 30,000, on arriverait à former un montant de 1,000 à 1,500, ou de 200 à 300 familles; et je ne puis pas croire qu'un aussi grand nombre de familles aient abandonné le comté de Norfolk.

Je crois sincèrement qu'on exagère le chiffre de l'émigration canadienne vers les Etats-Unis. Si les honorables députés de la gauche veulent réfléchir un instant, ils s'expliqueront facilement comment il se fait que l'émigration vers les Etats-Unis a été plus nombreuse pendant ces deux dernières années, que pendant les deux années qui ont précédé l'avènement au pouvoir du gouvernement actuel. Les émigrés nous ont laissé dans le but d'améliorer leur position.

Maintenant, dans quelle condition se trouvaient les manufactures américaines de 1873 à 1878. Nous savons parfaitement que le commerce en général souffrait d'une dépression considérable et que quantité d'ateliers étaient fermés. Nous savons parfaitement d'après les propres compte-rendus des journaux américains, que ce pays a été infesté de vagabonds. J'aimerais à savoir ce qui pouvait induire notre population à laisser le Canada et aller dans un pays où on rencontre un tel état de choses; il eut été stupide d'en agir ainsi dans le but d'améliorer sa position sans même avoir l'espérance de pouvoir y réussir. Je crois que ce fait seul peut expliquer pourquoi l'émigration a diminué pendant ce laps de temps. Les manufactures des Etats-Unis offrent plus de ressources à une partie de notre jeune population qui ne veut pas se livrer à la culture et qui y trouve plus de moyens d'exercer son industrie.

Encourageons nos propres manufactures, donnons du travail à notre population, et nous verrons que là est le secret d'empêcher l'émigration et de garder notre population avec nous, car par ce moyen nous augmenterons la valeur des gages et nous fournirons au peuple les moyens de vivre.

C'est là le but de la politique du gouvernement, et je crois que le gouvernement réussira dans ce qu'il a entrepris. Nos amis de l'opposition nous reprochent sans cesse de conduire le pays à sa ruine, mais si nous n'avions pas réussi à faire prospérer nos industries, l'émigration vers l'étranger aurait été plus grande encore. Si nous n'avions pas établi de manufactures canadiennes, un plus grand nombre seraient allés demander de l'emploi aux manufactures américaines. Les députés de la gauche sont illogiques lorsqu'ils nous reprochent l'émigration vers l'étranger et lorsqu'ils veulent voir en cela un effet désastreux de la politique du gouvernement; car ceux qui nous laissent ainsi, s'en vont dans un pays où les impôts sont plus élevés que dans notre propre pays.

Si nous demandons des preuves de la prospérité de notre pays, nous les trouvons dans le fait que, sous l'administration précédente, notre commerce languissait et qu'il se relève aujourd'hui. Notre industrie nationale était aussi dans le même état; aujourd'hui notre commerce et nos industries fleurissent. N'avons-nous pas là une preuve irrécusable de l'avancement et de la prospérité du pays?

M. DESJARDINS. Il me fait peine de voir à quels moyens on a recours pour justifier la position prise par les membres du parti libéral de notre province à l'égard de la politique nationale. Ils croient se justifier en cherchant à jeter du discrédit sur la province qu'ils représentent, et ils tâchent de faire voir que loin d'avoir retiré quelque bénéfice de l'introduction d'une politique de protection, nous sommes encore dans la période de dépression. Je suis en mesure